

ATTESTATION PERSONNE PHYSIQUE

(Article R.322-41-1 du Code des procédures civiles d'exécution)

Je soussigné, NOM :

PRENOM(S) :

DATE ET LIEU DE NAISSANCE :

ADRESSE :

Si vous êtes né à l'étranger, NOMS et PRENOMS de vos parents :

Atteste sur l'honneur :

- ne pas faire l'objet d'une condamnation à l'une des peines prévues au 2° du I de l'article 225-26 du code pénal, au 3° du IV et au deuxième alinéa du V de l'article L. 1337-4 du code de la santé publique, au 3° du VII et au deuxième alinéa du VIII de l'article L. 123-3 du code de la construction et de l'habitation, au 3° du III et au deuxième alinéa du IV de l'article L. 511-6 et au 3° du II et au troisième alinéa du III de l'article L. 521-4 du même code *,
- faire l'acquisition des biens ci-dessous désignés pour une occupation à titre personnel*. (*rayer la ou les mentions inutiles)

L'acquisition concernant les biens ci-après :

Désignation des biens objets de la vente

N.B. : En cas d'attestation mensongère, j'ai conscience que le juge pourra ordonner l'annulation de mon acquisition et remettra le bien en vente dans les formes et conditions édictées à l'article R. 322-49-1 du code des procédures civiles d'exécution ci-dessous reproduit, sans préjudice de me voir appliquer les sanctions édictées au dernier alinéa de l'article R. 322-41 et à l'alinéa 1 de l'article R. 322-72 du code des procédures civiles d'exécution.

R. 322-49-1 du code des procédures civiles d'exécution

« En l'absence de surenchère valide et lorsque l'attestation mentionnée à l'article R. 322-41-1 ne précise pas que le bien est destiné à l'occupation personnelle du mandant, le service du greffe demande le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'enchérisseur déclaré adjudicataire et, s'il s'agit d'une société civile immobilière ou en nom collectif, de ses associés et mandataires sociaux. »

« Lorsque l'enchérisseur déclaré adjudicataire ou, s'il s'agit d'une société civile immobilière ou en nom collectif, l'un de ses associés ou mandataires sociaux, a fait l'objet d'une condamnation à l'une des peines mentionnées à l'article L. 322-7-1, le service du greffe en réfère au juge qui, après avoir sollicité les observations des parties, prononce d'office la nullité de l'adjudication par une ordonnance non susceptible d'appel dans laquelle il fixe la nouvelle audience de vente à une date comprise dans un délai de deux à quatre mois suivant le prononcé de sa décision. »

« L'ordonnance est notifiée par le greffe au débiteur saisi, au créancier poursuivant, aux créanciers inscrits et à l'adjudicataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. »

FAIT A, Le (date)

Signature